

Lorsque furent construits les premiers navires en fer la construction des navires en bois cessa, et ces provinces cherchèrent à créer une nouvelle industrie pour remplacer celle qui était disparue et maintenir la position commerciale des provinces maritimes. Je demanderai qui pourra faire renaître cette industrie? Nous ne nous opposons pas à ce qu'il soit dépensé beaucoup d'argent pour le Nord-Ouest. Nous ne pouvons point dire que l'Ouest ne doit pas être développé. Mais d'autre part les provinces maritimes doivent s'occuper de leur situation actuelle et de leur avenir. Nous sommes naturellement portés à demander au gouvernement s'il construira chez nous des quais, s'il fera creuser nos ports et nos rivières. Chaque navire qui vient chez nous prendre une cargaison, laisse une certaine quantité d'argent comme péage; mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit pour nous. Nous songeons à l'avenir. Parlons du chemin de fer Transcontinental. Nous payons tous notre quote-part pour sa construction. On discute la construction du canal de la baie Georgienne, et sans doute l'entreprise est des plus importantes pour l'avenir du pays. Nous allons contribuer pour notre part à la réalisation de ce projet. On doit construire le chemin de fer de la baie d'Hudson qui devra servir à transporter le caribou et toutes sortes de gibier. Nous ne nous opposons pas à cela.

L'honorable M. PERLEY : Il servira à transporter le blé.

L'honorable M. PERLEY : Où ce blé sera-t-il transporté?

L'honorable M. PERLEY : En Angleterre.

L'honorable M. DOMVILLE : Nous ne nous opposons pas à cela; mais nous croyons qu'une législation devrait être faite à notre avantage, si nous pouvons parler ainsi, dans le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse. La Nouvelle-Ecosse a bénéficié de primes accordées pour son acier, pour son fer et pour son charbon. Voilà un pas de fait dans la bonne voie; mais nous voulons quelque chose de plus avantageux pour nous : la construction des navires. Nous pouvons construire des navires en bois qui rivaliseront avec ceux de

n'importe quel pays du monde. Le Marco Polo a été construit à Saint-Jean, et pas un navire ne peut lui être comparé. Mais à mesure que le commerce s'est éloigné de nous, à mesure que les vaisseaux en fer furent construits, nous avons beaucoup souffert, et nous voulons, si cela est possible, reprendre notre suprématie dans la construction des navires. Les usines qui produisent le fer peuvent laminer les plaques et les différentes pièces qui entrent dans un vaisseau moderne, et nous voulons construire à Halifax ou à Saint-Jean des navires comme on en a construit à Belfast, en Irlande. Il n'y avait pas là de mines de fer. On a apporté tous les matériaux à Belfast, on y a construit des bâtiments et on les a fait naviguer sur la mer. Nous pourrions faire la même chose. Nous pourrions importer nos matériaux d'Angleterre, mais nous serions assujétis au tarif imposé sur ces matériaux et nous serions obligés de payer le transport de la mère patrie au Canada, et nous n'aiderions pas à développer notre industrie locale, parce que nous ne pourrions employer du fer produit au Canada. Nous voulons être mis sur le même pied à ce sujet. Je dis qu'il devrait être fait quelque chose dans ce sens-là sous forme de subvention ou de boni—"boni" est un bon mot—et nous serions mis sur le même pied que l'Angleterre et les pays étrangers, et nous construirions au Canada des bâtiments à aussi bon marché que dans les vieux pays. Nos bâtiments pourraient transporter nos produits, et nous instruirions et paierions des matelots. Cela rendrait service à l'empire au cas où il serait nécessaire d'aider à la mère patrie en lui permettant de se procurer des matelots pour monter ses bâtiments. Nous pourrions lui fournir de hardis marins comme nous avons eu l'habitude d'en avoir, comme ceux que produisit l'Angleterre pour combattre les pirates espagnols de l'Amérique du Sud. pour lancer nos matelots dans de pareilles expéditions, si l'occasion s'en présentait.

L'honorable M. LOUGHEED : Comme pirates?

L'honorable M. DOMVILLE : Oui, si vous le voulez. Nous ne blâmons pas le gouvernement. Nous ne nous sommes pas occupés du dernier gouvernement et nous